

PREMIÈRE PARTIE

L'AMÉRIQUE DU NORD, UNE ENTITÉ ?

Gabriel Wackermann

« Rien ne va de soi. Rien n'est donné. Tout est construit. »

Alain

INTRODUCTION

La pression du Nord anglo-saxon

L'Amérique du Nord est un espace fort diversifié et complexe, aux problématiques en partie contrastées, voire opposées, en partie complémentaires, tant à l'échelle des États et de leurs régions que nouveau dans le cadre global de l'ALENA, constituée en 1994. Ce que l'on appelle aujourd'hui le bloc nord-américain s'étend, depuis le Nord du Canada jusqu'au sud du Mexique, sur 21 312 400 km², soit sur 14,2 % des terres émergées de notre planète. On a pu l'appeler ainsi « continent nord-américain » (Beaujeu-Garnier, 1994). Selon Jacqueline Beaujeu-Garnier, coordinatrice de la publication citée, «... On retrouve dans [le] cadre si puissamment doué physiquement, l'influence des latitudes dans le peuplement, depuis la découverte du Nouveau Monde. À l'heure où le Vieux Monde comptait quelques milliers d'années préhistoriques parfaitement identifiées, et des siècles d'histoire, ces terres d'Amérique commençaient tout juste à offrir leurs rivages et leurs fleuves comme moyens de pénétration à quelques milliers d'hommes aventureux issus de l'autre rive de l'Atlantique. À ceux qui venaient d'Europe du Nord, les nouvelles terres septentrionales ; aux Latins, les terres méridionales. Ces peuples venus d'Europe où ils étaient fractionnés en nombreux États, se sont regroupés ici, après quelques péripéties, en trois vastes blocs appartenant à ces deux grands types de civilisation. Et alors que l'on a tant de mal à l'est de l'Atlantique à effacer les divisions nationales au profit d'un bloc économique unique, l'Amérique du Nord est peut-être à la veille de construire une organisation globale, transcendant la vigueur des conditions naturelles, la complexité du peuplement et les vicissitudes de son enracinement ». Cette géographe parlait alors avec beaucoup d'optimisme de l'ALENA naissante, qui devait surtout étendre l'impérialisme américain au Mexique.

Cette nouvelle configuration territoriale, depuis le Canada jusqu'au Mexique, est, en effet, une création de la puissance étasunienne, elle-même déclencheuse d'une trajectoire mondiale dès lors que, durant les années 1880, son économie est devenue la première du globe. En dépassant la puissance britannique, maritimisée et largement ouverte sur l'extérieur, les États-Unis – appelés « Extrême-Occident » – au sommet de leur gloire (Crouzet, 1989), encore habitués à vivre en quasi autarcie, avec un commerce international ne jouant qu'un rôle minime dans le produit national brut, ont amorcé une mutation conférant au commerce extérieur une place de choix en développant

l'exportation d'une ample partie de la production industrielle réalisée grâce à la richesse en matières premières de leurs sous-sol et sol (Heffer, 1989, p. 134).

C'est d'ailleurs la compétition internationale qui détermine le classement des puissances : «... la compétition internationale entretient des rapports bien plus forts et bien plus nets avec les États-nations qu'avec les capitalismes, et, si les capitalismes européen, japonais et américain sont en compétition, c'est moins dans la mesure où ils sont capitalismes que dans la mesure où ils sont européen, japonais ou américain » (Gauchon, 1997, p. 30). Sauf que le capitalisme américain dépasse, à la fin du XIX^e siècle, encore tous les autres.

« Ces autres » sont constitués par de nombreuses entités et sous-entités nationales avec leurs associations, vivantes et actives, leurs manifestations culturelles et autres. Le dernier grand apport, qui a surtout concerné les États-Unis, est inhérent à la persécution de la diaspora juive dans les régimes fascistes, ainsi qu'en URSS et dans les démocraties populaires (Puglierin, 2011).

Ellsworth Huntington a fait remarquer en 1945 qu'en général « le centre du progrès dans la civilisation a glissé des régions relativement peu stimulantes où l'hiver presque exempt de tempêtes est la saison la plus agréable, vers des régions stimulantes, sièges de nombreuses tempêtes et où l'été est la période la plus agréable » (Huntington, 1945). Un déplacement qui a été rendu possible par l'esprit d'initiative apte à contrer les rigueurs climatiques par l'invention et l'application de techniques performantes dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, ainsi qu'en matière de transports.

Le Canada est ainsi devenu le pays par excellence dans la découverte de techniques permettant de lutter à la fois contre le froid et le chaud, deux phénomènes qui relèvent des mêmes principes scientifiques de base. Il dispose d'ailleurs à l'échelle fédérale, depuis la seconde moitié du XX^e siècle, d'un Service de protection de l'environnement atmosphérique qui participe activement au Processus d'examen des évaluations environnementales du gouvernement fédéral (PEEE), dans le cadre de ses travaux climatologiques. Son orientation précoce vers la protection de l'environnement explique l'importance prise par le réseau des parcs nationaux, qui a lui tout seul comporte une trentaine de parcs nationaux préservant environ 130 000 km².

Béatrice Collignon a eu le grand mérite de contribuer à la réhabilitation des Esquimaux et de leur culture, dans un milieu nord-américain, dont les colons sont allés vite en besogne, traitant comme des sous-hommes les autochtones de Peaux-Rouges et Esquimaux, attitude qui leur permettait de justifier plus facilement le génocide et le mépris des cultures indigènes. L'étude d'un savoir vernaculaire tel que celui des Inuits, c'est-à-dire les Esquimaux du Canada, et de la forme dialectale du nom Inuit, celle des Inuinnait, a conduit à la découverte de remarquables qualités de vie et d'organisation. Lorsqu'ils s'adaptent au modèle nord-américain, dans le Grand Nord canadien, les Inuinnait, réalistes, s'inscrivent dans un monde dual, demeurant fidèles à leurs valeurs culturelles, reconnaissant les deux composantes essentielles de l'univers arctique, l'élément terrestre et l'élément marin, vivant « dans deux mondes » : le territoire est le monde dans lequel ils chassent et campent ; rentrés au village, ils deviennent des Blancs.

Ici le rôle des sciences humaines est décisif, d'autant plus qu'en dépit d'une apparente acceptation de l'état de fait, de nombreux Inuits s'interrogent sur leur identité, cherchent à avoir confiance en eux-mêmes, d'autant plus que la consommation élevée de narcotiques, l'alcoolisme, la violence familiale, les suicides d'adolescents et de jeunes adultes posent question (Collignon, 1996).

André-Louis Sanguin rappelle que, jusque dans les années 1960, le profil de la population immigrante au Québec était déterminé par la politique fédérale. La préférence était alors accordée aux émigrants en provenance de l'Europe du Nord, culturellement plus proches des Anglo-Saxons. Ce n'est qu'après que les États pourvoyeurs de main-d'œuvre étaient localisés en Europe de l'Est (principalement la Hongrie, la Pologne et l'Ukraine) que l'État canadien a fini par accepter des Sud-Européens (Portugais, Italiens, Grecs), tout simplement parce que c'étaient des Blancs. Lorsque, toutefois, à partir des années 1970, le gouvernement du Québec a été la seule province canadienne à être parvenue à acquérir une compétence dans le domaine de l'immigration, par suite de la négociation de trois ententes (Cloutier-Lang en

1971, Bienvenue-Andras, en 1975, et Couture-Cullen en 1978), la préférence a été donnée à l'immigration francophone (Français, Sédarades d'Afrique du Nord, Haïtiens, Indochinois, voire Africains et Arabes francophones). Contrairement aux États-Unis, Montréal n'a jamais dévié sur des ghettos ethniques (Sanguin, 1996).

Ce sont cependant les États-Unis qui ont été les promoteurs de l'« Amérique » en tant que puissance ayant entraîné derrière elle, à partir du XVIII^e siècle intellectuellement et politiquement, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle surtout économiquement et financièrement, un Occident européen auquel ils ont associé après sa défaite mondiale, le Japon impérial devenu alors plus ou moins démocratique dans ses institutions.

Cette puissance est à présent aussi portée par le « melting pot » surgi à la faveur de la montée économique spectaculaire de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les ressortissants latino-américains des États-Unis et la diaspora latino-américaine venue s'implanter aux États-Unis constituent aujourd'hui la seconde composante de la population, se plaçant ainsi directement après la composante anglo-saxonne. Les « Latinos » forment une population à part, pesant de plus en plus sur les États-Unis en matière culturelle, sociale conscience et économique. Influencés par une forte conscience identitaire nationale latino-américaine, ils déploient une impressionnante conception de la solidarité (Meyran, 1996).

Ensemble, les « élites » de ces composantes du pays sous-tendent, par la force des choses, le « système économique américain », n'ignorant pas que la machine capitaliste a été initialement considérée par les pères fondateurs, à la manière des tenants des Lumières et de la physiocratie européenne, comme source de renouveau créateur de richesses non seulement économiques, mais aussi bâti sur la diminution ou la modération fiscale et le refus de la guerre, gouffre financier. Les dérives actuelles font problème jusque dans ces milieux et, surtout, dans ce noyau d'intellectuels qui, contre vents et marées, continuent à servir d'aiguillon en faveur d'une économie américaine, donc également mondiale, non essentiellement orientée vers la spéculation. *Sont ainsi recommandées une gouvernance mondiale prenant en compte sérieusement les besoins des pays du Sud, et par là même les nécessités de mutation et non pas seulement d'ajustement du fonctionnement financier du globe, par l'insertion efficace des États dits émergents, victimes eux aussi des turpitudes des puissances occidentales, aux organes de décision du devenir du monde, y compris le FMI.* Cela est d'autant plus important dans la mesure où ce que l'on nomme encore les États-phares – États-Unis, Union européenne et Japon – n'ont guère brillé dans la gestion financière de leur propre territoire.

En attendant, la puissance des États-Unis est sous-tendue par la 13^e puissance économique mondiale que constitue le Massachusetts institute of technology (MIT), créé en 1961 sur la côte orientale des États-Unis, qui est devenu le point d'ancrage de la dynamique nord-américaine. Elle demeure la première puissance scientifique du monde tant en termes de budget R & D que dans le domaine de valorisation des travaux universitaires, les crédits privés ayant dépassé largement les crédits publics, avec près de 300 milliards de dollars, contre un peu plus d'une centaine issue du public. Il s'agit là d'une force d'entraînement considérable non seulement nord-américaine, mais mondiale, à un moment où le système de compétition capitaliste s'est généralisé sur le globe. Près de 70 Prix Nobel sont issus de cette institution, dont les anciens étudiants ont fondé plus de 28 000 entreprises employant près de 3,5 millions de personnes à travers le monde, générant plus de 2 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires avant la crise actuelle. Le MIT est entièrement indépendant du pouvoir politique, comporte des firmes prestigieuses ou très connues (Gillette, McDonnell, Raytheon...). S'appuyant sur un stock annuel d'environ 3 000 brevets déposés et 400 déclarations d'inventions, ces créations d'entreprises sont fondées sur un tri très strict ne tolérant pas plus d'une vingtaine par an. Les projets ne sont qu'accompagnés par les programmes d'aide. Le lancement et le suivi des « start-up » se fondent sur l'imposant tissu relationnel du MIT, non sur des aides financières. Le système d'organisation et de fonctionnement construit à l'appui du développement général du MIT demeure très souple, n'impliquant ni gouvernance formelle ni grands programmes ni tutelle.

Aujourd'hui, le profil des trois États composant l'Amérique du Nord a bien changé. À commencer par celui situé au centre, le plus important au regard de la géopolitique continentale et mondiale, les

États-Unis. Outre le fait qu'il traîne un boulet de 16 000 milliards de dollars de « hedge funds », ces fonds d'investissement douteux et dangereux, *ce pays est placé face au phénomène croissant de la pauvreté et du délitement sociétal.* Pour la première fois, en 2011, depuis les 52 années durant lesquelles le Bureau du recensement étasunien a publié les données relatives au niveau sociétal du pays, le Rapport annuel 2010 sur la pauvreté adressé au gouvernement fédéral constate une situation fort dégradée, confirmant l'importante récession économique : 46 millions d'habitants, soit une personne sur six de plus de quinze ans, vivent sous le seuil de pauvreté fixé à 22 314 dollars par an (16 400 euros), pour un ménage de quatre personnes. Dans la seule ville de New York, pour la même année, les services officiels ont dénombré plus de 113 000 sans-abri. Selon l'OCDE, 21,6 % des enfants, soit un enfant sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté ; les États-Unis figurent ainsi parmi les pays développés au taux le plus élevé dans ce domaine, face à une France à 9,3 % ou un Danemark à 3,7 %.

Depuis trois années, l'augmentation du taux de pauvreté, consécutive à la crise financière et économique de 2008, a été plus ample que lors de n'importe quelle période depuis le début des années 1980. En 2010, elle a atteint 15,1 % de la population totale, soit une poussée de 0,8 % par rapport à 2009. Cette pauvreté pénalise surtout les Noirs et les Hispaniques, trois fois plus touchés que les Blancs en pourcentage de leur population. Parallèlement, en 2010, le revenu moyen par habitant a baissé de 2,3 % par rapport à 2009. De plus, en 2010, environ 50 millions de personnes ont été privées de la « couverture santé », soit un million de plus qu'en 2009. Or une consultation chez un médecin généraliste coûte presque 200 dollars. Et le plan pour l'emploi de 447 milliards de dollars, annoncé par le président Obama, laisse souvent sceptique.

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- BEAUJEU-GARNIER J. et ass., 1994, *Le continent nord-américain*, Paris, SEDES, coll. « Dossiers des images économiques du monde », 241 p.
- BOAL F., ROYLE S. (dir.), *North America, a geographical mosaic*, 1999, Londres, Arnold Publishers.
- COLLIGNON B., *Les Inuits – Ce qu'ils savent du territoire*, 1996, Paris, L'Harmattan, Géographie et cultures, 255 p.
- CROUZET F.-M., *L'Extrême-Occident*, 1989, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, Revue « Civilisations », cahier 16, 142 p.
- GAUCHON P., *Les capitalismes américain, européen et japonais en compétition*, 1997, Paris, PUF, coll. « Livret Major », 32 p.
- GIBAND D., *L'Amérique du Nord – 50 cartes & fiches*, 2010, Paris, Ellipses, 205 p.
- HEFFER J., « Brèves remarques sur l'économie américaine et les autres », 1989, Paris, Presses de l'Université de Paris Sorbonne, Revue *Civilisations*, n° 16 (« L'Extrême-Occident »), p. 134-145.
- HUNTINGTON E., *Mainsprings of civilization*, 1945, New York, John Wiley and Sons, Inc.
- MEYRAN D., « La diaspora latino-américaine comme prise de conscience d'une identité nationale latino-américaine », 1996, Paris, Kykem-Cyprus research center, *Les réseaux des diasporas* (dir. G. Prévelakis), coll. « Géographie et cultures », p. 249-255.
- PUGLIERIN J., *John H. Herz – Leben und Denken zwischen Idealismus und Realismus, Deutschland und Amerika*, 2011, Berlin, Duncker & Humblot, coll. „Zeitgeschichtliche Forschungen », vol 42, 335 p.
- SANGUIN A.-L., « Les diasporas et leurs trajectoires dans les grandes métropoles canadiennes : le cas de Montréal », 1996, Paris, Kykem-Cyprus research center, *Les réseaux des diasporas* (dir. : G. Prévelakis), coll. « Géographie et cultures », p.409-432.

CHAPITRE 1

LE CONCEPT ET SON ÉVOLUTION

Gabriel Wackermann

« En refusant l'humanité à ceux qui apparaissent comme les plus "sauvages" ou "barbares" de ses représentants, on ne fait que leur emprunter une de leurs attitudes typiques. Le barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie. »

Claude Levi Strauss

Dans la *Géographie universelle* qui a commencé à être éditée durant les années 1930, Henri Baulig, auteur du volume consacré à cette partie du monde, parle encore (Baulig, 1935) d'Amérique septentrionale. Dans la *Géographie universelle*, éditée de 1990 à 1996 par Hachette/Reclus, puis Belin et Reclus, à Paris-Montpellier, sous la direction de Roger Brunet, la répartition des diverses portions du globe, notamment celle relatives à l'Amérique du Nord et à l'Amérique latine, était déjà réalisée avant la création de l'ALENA, en 1989-1990, réunissant les États-Unis, le Canada et le Mexique : le volume relatif aux États-Unis et le Canada a paru en 1992 (Bailly, Dorel, Racine, Villeneuve, 1992) ; celui qui traitait le Mexique, intitulé *Amérique latine*, est sorti de presse en 1991 (Bataillon, Deler, Théry, 1991). Néanmoins, l'ensemble de ces publications témoignent d'une réelle continuité dans l'analyse scientifique et la réflexion qui a sous-tendu l'approche globale.

L'histoire de l'Amérique du Nord s'inscrit dans la continuité révolutionnaire du continent américain sur lequel, après avoir été colonisé par les Blancs à partir de la fin du XV^e siècle, les descendants de ces Blancs – qui ont exterminé une part importante des autochtones appelés alors Indiens –, et des femmes indiennes, c'est-à-dire les éléments émergents de la population métissée, ont conquis l'indépendance dans le Sud et au Centre, après que les Blancs du Nord ne se soient révoltés contre leurs semblables de l'Empire britannique.

Issus du mouvement de colonisation le plus important de l'histoire, les « Américains » de l'ensemble du continent ont ainsi tracé la voie au vaste mouvement de libération coloniale qui s'est saisi du globe au XX^e siècle. Ils ont mis l'accent sur l'incontournable exigence du respect des rapports entre les populations en place et leur territoire, qu'il soit d'origine ou le résultat de conquêtes. La dépendance d'un pouvoir politique extérieur éloigné, conquérant de surcroît, est toujours mal vécue et n'a trouvé sa solution à plus ou moins long terme que dans la confrontation et par le retrait de la puissance considérée comme l'opresseur, fût-il parent historique.

Terre d'observation constante et approfondie, cette Amérique a donné lieu, inspirée par le géographe et premier secrétaire-général-adjoint de l'ONU, Jean Gottmann, à des rapprochements significatifs. Gottmann précise que l'étude de l'Amérique « fait sentir avec force la vérité du principe énoncé par Claude Bernard sur la dualité du milieu pour l'homme : "dans l'expérimentation sur les corps bruts, il n'y a à tenir compte que d'un seul milieu, c'est le milieu cosmique extérieur, tandis que chez les êtres vivants élevés, il y a au moins deux milieux à considérer : le milieu extérieur ou extra-organique et le milieu intérieur ou intra-organique" ». Il constate que dans l'extraordinaire expérience de peuplement américaine, les constantes interactions font ressortir des individualités géographiques multiples, mettant aussitôt en garde contre des définitions abusives, en citant

Henri Bergson, dans l'« Évolution créatrice » : « Une définition parfaite ne s'applique qu'à une réalité faite : or les propriétés vitales ne sont jamais entièrement réalisées mais toujours en voie de réalisation, ce sont moins des états que des tendances » (Gottmann, 1949).

I. L'AMÉRIQUE DU NORD

Précisons d'emblée, et Jean Gottmann le rappelle en 1949, que le terme « Amérique du Nord » ne concerne pas aujourd'hui, politiquement et géopolitiquement, l'Amérique du Nord « complète », sur 155 degrés en longitude, comportant le Groenland, qui constitue à lui-même « un véritable petit continent de l'Atlantique Nord, avec ses 2 175 000 km² [et qui] appartient de fait [physiquement] au continent nord-américain » (Gottmann, 1949, p. 91).

L'Amérique du Nord a d'abord été anglo-saxonne, le Mexique étant devenu latino-américain après la Conquête. Ce territoire couvre, avec presque 19 500 000 km², la superficie la plus importante de l'Amérique, dotée initialement d'immenses richesses du sous-sol et du sol, immédiatement exploitables ou potentielles. Par là même, il a autorisé tous les espoirs aux colons venus d'Europe occidentale pour y trouver, pensaient-ils, des conditions de vie meilleures que celles qui les ont fait quitter l'Ancien, le Vieux monde.

Pourtant, sur ce Vieux continent, des voix se sont élevées, dès le XVIII^e siècle, celui de la guerre d'Indépendance, en dépit et, peut-être, à cause de l'extraordinaire dynamique qui a sous-tendu le soulèvement des colonies anglaises contre leur souverain britannique, des voix de savants européens niant l'efficacité du peuplement colonial de l'Amérique du Nord. Tel Buffon, qui annonçait que la nature, ainsi que les hommes qui habitaient cette portion de l'Amérique, souffraient de « contraction », ajoutant que les espèces importées d'Europe y dégénéraient très vite. Ce qui le fit douter de l'avenir du peuplement, estimant que le sol et le climat de ce pays étaient à moitié « stériles ». Bien d'autres scientifiques firent chorus, dont Peter Kalm ou Cornelius de Pauw. Raynal, quant à lui, tout en adhérant intellectuellement au mouvement des « Insurgents », classa sans nuance, dans son *Histoire philosophique*, la population en trois catégories : « Tandis que la tyrannie et la persécution désolaient et desséchaient la population en Europe, l'Amérique anglaise se peuploit de trois sortes d'habitants. Les hommes libres forment la première classe. C'est la plus nombreuse ; mais, jusqu'à présent, elle a dégénéré d'une manière visible. Sous ce ciel étranger, l'esprit s'est énervé comme le corps ». Et d'affirmer péremptoirement que le territoire des États-Unis ne pourrait jamais subvenir aux besoins alimentaires de plus de dix millions d'habitants.

Ce pessimisme devait être rapidement battu en brèche par les réalités scientifiques, techniques économiques et sociétales. De vrais savants, de la trempe de Benjamin Franklin, Thomas Payne, Jefferson, Edison, Fulton ou, au XX^e siècle, Oppenheimer, ont permis à l'Amérique du Nord anglo-saxonne de dépasser tout ce que l'entendement du « progrès » et de la croissance n'a jamais vécu. Ils ont contribué à étayer les projections des pères fondateurs politiques et économiques de la fédération, appuyées sur la détermination, l'esprit volontariste et la foi en la maîtrise possible de leur destinée, donc aussi en la maîtrise de la nature inhospitalière et, malheureusement, en celle du peuplement indigène qui leur était hostile. La Société de philosophie de Philadelphie exprime de très près ces orientations, vers la fin du XVIII^e siècle, en militant pour un genre d'annulation du passé pour mieux construire une Amérique destinée à créer des richesses à partir des gisements du sous-sol et des atouts du sol, soit aussitôt, soit à terme. La Société précise qu'il est ainsi davantage possible de scruter en profondeur les lois de la nature pour être mieux à même de dompter celle-ci et de lui imprimer la marque de l'action humaine éclairée par la science et les Lumières. Pénétrés de foi calviniste puritaine, les membres de cette Société considèrent cette démarche comme une nécessité, un acte de piété susceptible de les rapprocher du Créateur.

C'est cette attitude d'esprit, introduite en Amérique du Nord par les immigrants européens du Mayflower, qui se sont établis en Nouvelle-Angleterre, qui a jeté les bases tant du système éducatif que du système économique nord-américain. Ces deux volets furent à la fois « libéraux », allant au-delà de l'austérité, du puritanisme et du piétisme, à l'éducation libre proposée par Jean-Jacques Rousseau dans

L'Émile, et très productivistes, voire spéculatives, donc anti-sociales. Ainsi, l'occupation du sol et l'expansion vers l'Ouest furent sans pitié ni pour la nature ni pour les indigènes : tout ce qui pouvait « moderniser » l'économie était bon à entreprendre, depuis l'éradication des espèces animales qui ne se laissèrent pas domestiquer jusqu'à la déforestation, devenue intempestive, ainsi que la chasse aux Indiens, ces gêneurs de l'Ordre nouveau. L'artificialisation de l'environnement et la croissance économique l'emportèrent sur la mesure, laissant libre cours à l'« hybris », cette démesure déjà pourchassée par l'antique Athènes.

Il y eut *uniformisation territoriale*, à l'appui d'un ample réseau transversal de communications, la route, la voie navigable et le chemin de fer d'abord, au XX^e siècle l'autoroute et, bien entendu, l'avion, dont les grands axes ont débouché sur les grands ports maritimes de l'Atlantique, du Pacifique et de la mer Caraïbe. Le souci d'uniformisation territoriale était motivé par une unité renforcée des populations et de leurs modes de vie, appelés initialement genres de vie. Socialement, l'uniformisation signifiait l'introduction d'un conformisme considéré comme la base de l'unité nationale, voire de l'existence même de cette nation. Économiquement, elle permettait de mettre à profit l'existence d'un vaste espace pour l'essentiel relativement « vierge » au regard de dirigeants politiques et d'entrepreneurs avides au gain et prêts à des bouleversements environnementaux de taille, en vue de la structuration d'une puissance mondiale inégalée. Elle a débouché sur son corollaire productiviste, la standardisation, terreau de l'essor industriel, relayée à la fin du XX^e siècle par la robotisation apparue lors du passage vers l'ère économique à dominante tertiaire. Concentration urbaine, puis métropolisation, dispersion de l'habitat sur les territoires interstitiels marqués par les milieux agricoles et les paysages forestiers, ont rythmé, chacun à sa manière, les étapes de l'évolution socio-territoriale. Le gaspillage des ressources aidant, la croissance a pris un tempo rapide, facilitant la mise en œuvre du système capitaliste à l'américaine exporté petit à petit sur le restant du globe. Le tout bâti sur la surexploitation des richesses naturelles, la financiarisation progressive des ressources humaines et l'artificialisation de la vie quotidienne.

Par suite de la chape nationale inhérente à l'uniformisation, la vie régionale n'a commencé à se manifester dans cette Amérique du Nord qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale (Gottmann, 1949, p. 103). Les dirigeants des États-Unis ayant eu recours, pour cimenter la nation, à une politique de centralisation, sans pouvoir aller trop loin, toutefois, à cause du cachet fédéral de l'Union, ils ont limité sensiblement le pouvoir d'affirmation des originalités régionales, par peur de l'émergence de forces centrifuges.

Au tournant constitué par la fin de la Seconde Guerre mondiale, les lourdeurs accumulées par les États-Unis, la crise économique de 1929 et l'état de crise permanent qui s'est ensuivi, la fragilisation économique du pays dont la priorité donnée à l'armement et à l'économie de guerre a permis de masquer l'affaiblissement d'ensemble de la croissance étasunienne, ont commencé à faire douter les citoyens de la pertinence de leur système qui a commencé à être inventé un peu plus d'un siècle et demi auparavant. L'assise régionale, d'ordre politique, était alors toute tracée : les États de l'Union, comme les Provinces au Canada. Des États, qui n'ont cessé d'être affaiblis précédemment par le pouvoir fédéral et qui ont repris du tonus à la faveur de la crise socio-économique et des rapports de plus en plus étroits avec le Canada devenu prospère par la dynamique différenciée de ses provinces.

Comme l'Amérique du Nord dite anglo-saxonne forme alors en réalité un même espace tout en comportant deux nations (McKnight T., 2001 ; Paterson J.H., 1994), l'élan régional s'est manifesté assez vite. Et cela d'autant plus que parmi les pays les plus riches du globe, États-Unis et Canada apparaissent dès le XIX^e siècle, comme les mieux pourvus en ressources naturelles, minérales et agricoles. La révolution industrielle et la croissance démographique ont conduit, à partir de 1850, à l'extension des espaces agricoles dans les prairies et steppes de l'Amérique du Nord, accompagnant le « rush » sur l'or, les autres richesses minières, puis, dès les années 1860, le pétrole. États-Unis et Canada ont fait partie, en premier lieu, du petit nombre de grands pays ayant disposé d'une importante concentration de réserves de minerais utilisés dans l'industrie. Les États-Unis et le Canada, comme la Russie et la Chine, disposent aujourd'hui d'une industrie suffisamment puissante pour transformer une part importante

de ces minerais. Le sous-sol du Mexique et du Pérou contient toujours encore les principales réserves mondiales en argent. Les États-Unis possèdent encore 32 % des réserves mondiales de charbon, 38 % de celles de molybdène, 21 % en ce qui concerne le plomb, 15 % pour ce qui est du zinc et 6 % des gisements de cuivre. Le Canada ne consomme qu'une infime partie de son potentiel en eau. La forêt boréale du Canada, de l'Alaska et du Nord-ouest des États-Unis forme l'un des quatre grands ensembles forestiers mondiaux (Deshaies et Baudelle, 2012).

En dépit de la prise en compte renforcée de la facette régionale, il convenait de faire face à l'inévitable : tenir compte du fait qu'il fallait importer davantage pour pouvoir exporter, compte tenu de la dépendance économique croissante de l'Amérique anglo-saxonne du restant du monde, donc aussi de l'exigence d'un comportement plus solidaire avec celui-ci.

II. DE L'AMÉRIQUE DU NORD À L'ALENA

Le projet d'Association de libre-échange de l'Amérique du Nord et sa concrétisation ont intégré officiellement le Mexique dans l'Amérique du Nord politico-économique.

L'introduction du Mexique dans la « Méditerranée américaine » (Gottmann, 1949), en tant que partie prenante à part entière du « carrefour caraïbe », au même titre que le Sud des États-Unis, a mis l'accent sur le fait que ces derniers avaient en partie une destinée commune, quoique non comparables entre eux ni dans leur degré de puissance ni dans leur civilisation profonde, mais proches en matière culturelle par leurs affinités à partir de leur territoire frontalier commun et leurs pratiques caraïbes locales. Gottmann n'hésite cependant pas à écrire qu'« au Sud des États-Unis commence un monde différent ; c'est encore sans doute le Nouveau Monde, mais sous des aspects particuliers : au continent massif de civilisation anglo-saxonne succèdent des régions profondément pénétrées par la mer, constituées en grande partie d'îles et d'isthmes, où prédomine une civilisation latine et catholique, où les éléments amérindiens ou noirs, ainsi que les influences d'Europe, sont encore puissants [...] par la nature tropicale et par l'ambiance historique, les pays qui encerclent la mer des Antilles méritent d'être mis à part » (Gottmann, 1949, p. 253).

Nous observons ici l'existence d'un espace de transition qui est en même temps un espace de rupture réciproque entre le Nord et le Sud de l'Amérique, une transition et une rupture qui se sont amplifiées depuis le milieu du XX^e siècle (voir le premier chapitre de la sixième partie du présent ouvrage).

Depuis 1994, l'ALENA a fait passer l'Amérique du Nord, outre sa structuration à partir du mouvement de la « frontière », au stade de la formation d'un territoire de trois États délimités par des frontières politico-militaires conjointes, d'une ampleur continentale : si la frontière séparant Canada et États-Unis s'étend sur environ 5 000 kilomètres, celle entre les États-Unis et le Mexique suit un tracé d'environ 3 000 kilomètres (cf. sixième partie, premier chapitre).

La maritimisation des économies, en même temps que l'internationalisation accusée a conduit cet espace à une continentalisation croissante des échanges, facilitée, de part et d'autre par des frontières internationales, au nord, par l'anglosphère, de plus en plus hispanisée (Dumont, 2012), et au sud par l'enracinement des « latinos ». *La démaritimisation progressive des grands ports de l'Atlantique et du Pacifique, depuis les années 1970 (Péron & Rieucou, 1996), a accéléré l'insertion de l'Amérique du Nord à un monde en réseau, interconnecté, fondé sur l'information intensifiée et la communication intégrées aux nouvelles technologies télématiques.* Les complexes portuaires font désormais partie d'un système de circuits d'information à la fois transcontinental et transocéanique, avec pour relais principaux et pôles d'impulsion majeurs, les grandes métropoles, dont la plupart demeurent localisées sur les littoraux ou à proximité.

Le processus d'intégration internationale de fait des populations et de leurs cultures réciproques, des flux migratoires et des échanges économiques, a donné lieu, en fin de compte, à une continentalisation de droit par l'institutionnalisation sous la forme d'un Accord de libre-échange des trois États du Nord de l'Amérique, entré en vigueur en deux étapes, le 1^{er} janvier 1989 entre les États-Unis et le Canada ; en 1990, les deux États du Nord et le Mexique ont conclu une large entente en vue de l'ouverture de discussions destinées à la mise en place d'un traité de libre-échange créant l'ALENA, un cadre destiné à la formation d'un espace économique commun et intégré, conçu